

Table des matières

Vincent DUBOIS	
Préface.....	7
Prologue	11
Introduction	13
1. De l'invention du DALO à son évaluation	33
La genèse de la loi DALO	34
<i>Circulation d'une revendication</i>	34
Des croisés en relation	34
Lieu neutre, lieu de passage	36
« Nous n'étions pas du même bord, mais nous cherchions le même port! »	39
Des soutiens politiques minoritaires	42
<i>Une croisade morale d'État</i>	43
Éthique catholique et esprit du juridisme	44
Dénonciation des égoïsmes locaux et responsabilisation de l'État	45
<i>L'avènement d'une loi</i>	47
Les promesses sans lendemain du gouvernement	47
La publicisation d'une revendication	51
Le processus de formalisation juridique	56
Une boîte à outils gouvernementale	60
<i>Les normes d'application de la loi</i>	60
La fabrique des règlements	61
Expérimentation et managérialisation du droit	66
Le Conseil au chevet de l'État	68
<i>Une évaluation à double-emploi</i>	70
Tenir les comptes de l'injustice administrative	70
Intégrer la critique	72
Une « opération vérité »	76
Limiter les effets de concentration de la pauvreté	80
2. Les requérants DALO	83
Qui a recours au droit?	84
<i>Des recours aux requérants</i>	84
Une part croissante des demandeurs de HLM	85

Une masse inégalement répartie.....	86
Prix des loyers, accès au parc social et intensité du recours.....	88
<i>Des ménages particuliers... mais diversifiés</i>	90
Portraits statistiques officiels du ménage DALO	90
Les grandes dimensions statistiques de la population	93
La polarisation des ménages.....	97
<i>Des situations contrastées</i>	100
Isolement et marginalisation.....	100
Précarité et assistance.....	101
Instabilité et déclassement	103
Qui sait faire valoir ses droits?	104
<i>Incompétence et proximité du point de non-recours</i>	105
En manque de repères face à l'administration	105
Un faible investissement dans la relation assistancielle	107
Exposer sa misère comme seule ressource.....	109
<i>Sentiment d'incompétence et délégation</i>	110
S'investir dans la relation assistancielle.....	110
Braconner sur les terres de l'assistance.....	112
Rester à distance du droit et des institutions	113
<i>Sentiment de compétence et savoirs insuffisants</i>	116
Faire valoir un statut.....	116
La prétention désarmée	118
Se faire justice soi-même.....	120
<i>Compétence administrative et politisation</i>	122
Des requérants « hors pair »	123
Savoir s'équiper	124
Un recours politisé	126
3. La fabrique des dossiers	131
Une chaîne de production	132
<i>Les voies d'entrée dans la procédure</i>	133
D'étroits chemins vicinaux	133
Aux portes du Château	135
L'issue de secours associative.....	137
<i>Un réseau inter-organisationnel</i>	139
La formalisation de partenariats.....	139
Des interfaces communes	141
Le parcours du requérant.....	143
<i>Des pôles d'intermédiation</i>	145
Une assistance plus sociale que juridique	146
Entre inconditionnalité et catégorisation pratique	148
Le contrôle pour l'accès au droit, le droit contre la misère	152
Les limites de la subjectivation par le droit	155
Un système de travail.....	158
<i>Une division morale</i>	159

Le « sale boulot » d'accueil.....	159
Le « vrai boulot » de montage des dossiers	162
<i>Une division sociale</i>	165
Une exposition à la misère socialement différenciée	165
Des compétences distinctives.....	167
Des profits contrastés.....	171
4. L'espace du jugement	179
Des commissions de gouvernement local	180
<i>Un fonctionnement déséquilibré</i>	181
Un pluralisme limité.....	181
Des conflits d'intérêts	185
La mise en ordre des débats	189
<i>Des décisions circonstanciées</i>	193
Un droit des faits.....	194
L'administration de la preuve.....	197
Jouer avec les marges de la légalité	199
Le procès de l'État	205
<i>Les dispositions des acteurs</i>	205
L'ambivalence des juges administratifs	206
Des agents de l'État soucieux d'éviter le blâme.....	208
Des avocats engagés.....	210
<i>La coproduction du jugement</i>	212
Des juristes sur l'offensive.....	213
Portrait du juge administratif en intermédiaire de l'action publique.....	216
Des agents de l'État entre réinterprétations et transgressions	222
5. Qui a le droit... et à quoi?	227
Prioriser l'urgence en fonction des risques.....	228
<i>Le filtre des commissions</i>	228
Des variations territoriales	229
La disqualification des plus marginalisés	231
L'imposition d'une morale familiale.....	232
La qualité des démarches	234
Les conditions sociales de la grâce.....	236
<i>Avoir gain de cause au tribunal</i>	237
La prise en compte de la situation.....	238
Autant être présent que représenté	241
Limites et effets pervers du logement des ménages DALO	243
<i>Une ineffectivité du droit proportionnelle à son application</i>	244
Un retard de l'offre croissant et inégalement réparti	244
Des prioritaires en attente.....	248
Les résistances des bailleurs.....	251
<i>Un effet de concentration de la pauvreté</i>	254
Des propositions de logement dans les quartiers prioritaires	256

Une offre déterminée par les caractéristiques des ménages.....	258
<i>Une réception socialement contrastée de l'offre.....</i>	260
L'étonnement institutionnel face au refus	261
Les logiques sociales de l'acceptation... ou du refus	263
Conclusion	271
Bibliographie	279